

2191416

Distr. :
LIMITEE

ECA/MULPOC/LUSAKA/PTA/CM/II/2
15 novembre 1982

FRANCAIS

Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Secrétariat intérimaire de la Zone d'échanges
préférentiels pour les Etats de l'Afrique de
l'Est et de l'Afrique australe (ZEP)

Deuxième réunion du Conseil des ministres
de la Zone d'échanges préférentiels pour
les Etats de l'Afrique de l'Est et de
l'Afrique australe

14-15 décembre 1982, Lusaka (Zambie)

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DES MINISTRES
DE LA ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS POUR LES ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE

TRAITE PORTANT CREATION DE LA ZONE D'ECHANGES PREFERENTIELS POUR
LES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE

DANS L'EXERCICE des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu du paragraphe 5 de l'Article 7 du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, le Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe établit le règlement ci-après:

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA ZONE
D'ECHANGES PREFERENTIELS POUR LES ETATS DE L'AFRIQUE
DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Article premier. Le présent règlement constitue le règlement intérieur du Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

Article 2. Aux fins du présent règlement:

"la Conférence" s'entend de la Conférence de la Zone d'échanges préférentiels créée en vertu de l'Article 6 du Traité, "Conseil" s'entend du Conseil créé en vertu de l'Article 7 du Traité,

"Etat membre" s'entend d'un Etat membre de la Zone d'échanges préférentiels,

"Zone d'échanges préférentiels" s'entend de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe créée en vertu de l'Article 2 du Traité,

"Secrétaire général" s'entend du Secrétaire général de la Zone d'échanges préférentiels dont la nomination est prévue à l'Article 9 du Traité,

"Traité" s'entend du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et de tous les protocoles qui y sont annexés.

Composition

Article 3. Le Conseil se compose uniquement des ministres désignés par chaque Etat membre conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Article 7 du Traité.

Article 4. Les membres du Conseil peuvent se faire accompagner aux réunions du Conseil par des suppléants, des conseillers et des experts.

Président des sessions du Conseil

Article 5. Le Conseil élit Président, à tour de rôle et dans un ordre qu'il établit lui-même, l'un de ses membres pour une période d'une année.

Article 6. Si la personne agissant en qualité de Président est absente d'une séance du Conseil, la séance est présidée par un autre membre du Conseil appartenant au même Etat membre ou, en son absence, par l'un des membres du Conseil élu, à cette fin, par les autres membres présents.

Article 7. Si le mandat d'un membre du Conseil agissant en qualité de Président vient à expiration au cours d'une session du Conseil, ce membre reste en fonction jusqu'à la clôture de la session. Aux fins du présent règlement, une session du Conseil est déclarée close lorsqu'elle est ajournée sine die ou est ajournée pour une période dépassant cinq jours.

Article 8. Le Président prononce l'ouverture et la clôture des séances du Conseil, présente les minutes des séances pour approbation, dirige les débats, donne la parole dans l'ordre demandé, met les questions aux voix et proclame les décisions, et statue sur les motions d'ordre conformément aux dispositions du présent règlement.

Lieu et date des sessions

Article 9. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an; une de ces sessions a lieu immédiatement avant la session ordinaire de la Conférence.

Article 10. Le Conseil se réunit au siège de la Zone d'échanges préférentiels à moins qu'il ne soit convoqué en un autre lieu en vertu des dispositions de l'Article 11 du présent règlement.

Article 11. Si, à la demande d'un Etat membre, le Conseil décide de se réunir ailleurs qu'au siège de la Zone d'échanges préférentiels, ledit Etat membre rembourse à la Zone d'échanges préférentiels toutes les sommes que la Zone d'échanges préférentiels n'aurait pas eu à dépenser si la session avait eu lieu à son siège.

Article 12. Le Conseil peut, lors d'une session, fixer la date de sa prochaine session; étant entendu que, s'il est jugé opportun de tenir une réunion du Conseil avant la date fixée pour sa prochaine session, le Conseil peut se réunir après consultation entre le Président et les autres membres du Conseil.

Article 13. Toutes les sessions du Conseil sont convoquées, sur instruction du Président, par le Secrétaire général qui avise les membres deux mois à l'avance ou à toute autre date que le Conseil pourra fixer.

Décisions et quorum

Article 14. Si un Etat membre s'oppose à une proposition soumise au Conseil pour décision, la Conférence est saisie de ladite proposition pour statuer à son sujet, à moins que l'opposition ne soit levée.

Article 15. Les décisions du Conseil qui seront appelées "décisions" sont prises par consensus.

Article 16. Sous réserve des dispositions contraires prévues par le Conseil, toutes les décisions du Conseil entrent en vigueur à la date de leur publication au journal officiel de la Zone d'échanges préférentiels.

Article 17. Le quorum est constitué par la majorité des Etats habilités à être représentés au Conseil.

Service des sessions du Conseil

Article 18. Le Secrétaire général est chargé d'assurer le service des sessions du Conseil et la conservation des minutes desdites sessions dont il transmet, le plus tôt possible, des exemplaires aux membres du Conseil et aux Etats membres.

Article 19. Le Secrétaire général, en consultation avec le Président du Conseil, établit l'ordre du jour provisoire des sessions du Conseil et en assure la distribution aux membres du Conseil et aux Etats membres deux mois au moins avant la tenue de la session en question.

Article 20. Le Secrétaire général peut, à tout moment, faire des déclarations orales ou écrites au Conseil sur toute question soumise à l'examen du Conseil.

Conduite des débats des séances du Conseil

Article 21. Les propositions ou projets de résolution soumis pour examen lors d'une séance du Conseil sont présentés par écrit et le Secrétaire général en distribue le texte, avant la tenue de la séance, aux membres du Conseil et aux Etats membres; étant entendu cependant que le Conseil peut, s'il le juge opportun, examiner lors d'une séance une proposition ou un projet de résolution dont le texte n'a pas été distribué avant la tenue de la séance.

Article 22. Une proposition ou un projet de résolution peut être retiré par son auteur.

Article 23. Au cours de l'examen d'une question à une séance du Conseil, tout membre du Conseil peut présenter une motion d'ordre et le Président statue immédiatement sur cette motion. Un appel de la décision du Président est tranché par les membres du Conseil.

Article 24. Au cours de l'examen d'une question à une séance du Conseil, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment du Conseil, déclarer cette liste close. Il peut cependant accorder le droit de réponse à un membre du Conseil lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend cette décision opportune.

Article 25. Tout membre du Conseil qui estime qu'une question a été suffisamment débattue peut demander la clôture du débat sur cette question, après quoi le Conseil statue immédiatement sur la motion.

Article 26. Au cours de l'examen d'une question, tout membre du Conseil peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Un membre du Conseil peut prendre la parole en faveur de l'ajournement, et un contre, après quoi le Conseil statue immédiatement sur la motion.

Article 27. Au cours de l'examen d'une question à une séance du Conseil, tout membre du Conseil peut demander la suspension ou l'ajournement de la séance, après quoi le Conseil statue immédiatement sur la motion.

Article 28. Les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées à une séance du Conseil:

- a) Suspension de la séance;
- b) Ajournement de la séance;
- c) Ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) Clôture du débat sur la question en discussion.

Conduite des affaires courantes en dehors des sessions du Conseil

Article 29. Le Conseil peut prendre des dispositions pour la conduite des affaires courantes en dehors de ses sessions.

Article 30. Les mesures que le Conseil pourrait prendre en application de l'Article 29 du présent règlement relatif à la conduite des affaires courantes en dehors des sessions du Conseil peuvent, si le Conseil en décide ainsi, comprendre des dispositions en vertu desquelles toute fonction que le Traité confère au Conseil et qui est susceptible de faire l'objet d'une délégation de pouvoirs, est déléguée au Président ou un membre du Conseil ou, encore, au Secrétaire général, sous réserve des conditions que le Conseil peut arrêter.

Dispositions diverses

Article 31. S'il y a doute quant à la procédure à suivre dans un cas donné, ou si aucune procédure n'est prévue dans le Traité ou dans le présent règlement, la procédure à suivre peut être arrêtée par le Conseil.

Article 32. Le présent règlement peut être modifié par le Conseil.